



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/51/Add.1
3 novembre 2004

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-quatrième réunion
Prague, 29 novembre – 3 décembre 2004

Addendum

PROPOSITION DE PROJET : PAKISTAN

Le présent document est émis pour ajouter la proposition de projet suivante après le paragraphe 12 :

Solvants

- Plan sectoriel d'élimination du CTC (deuxième tranche)

ONUDI

FICHE D'ÉVALUATION DE PROJET - PROJETS PLURIANNUELS PAKISTAN

TITRE DU PROJET **AGENCE BILATÉRALE/AGENCE D'EXÉCUTION**

a) Plan sectoriel d'élimination du CTC (deuxième tranche)	ONUDI
---	-------

ORGANISME NATIONAL DE COORDINATION	Ministère de l'Environnement
---	------------------------------

**DERNIÈRES DONNÉES DÉCLARÉES SUR LA CONSOMMATION À ÉLIMINER GRÂCE AU PROJET
A : DONNÉES RELATIVES À L'ARTICLE 7 (tonnes PAO, 2003 jusqu'à octobre 2004)**

Annexe B Groupe II -- CTC	589		
---------------------------	-----	--	--

B : DONNÉES SECTORIELLES DU PROGRAMME DE PAYS (tonnes PAO, 2003 jusqu'à octobre 2004)

Nom de la SAO	Sous-secteur/quantité	Sous-secteur/quantité	Sous-secteur/quantité	Sous-secteur/quantité
CTC	Solvants 589			

Consommation restante de CFC admissible au financement (tonnes PAO)	S.O.
--	------

AFFECTATIONS DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS DE L'ANNÉE EN COURS		Financement – millions \$US	Élimination – tonnes de PAO
	a)	1 200 000	344,5

	2003(*)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Limites du Protocole de Montréal	-	-	61,9	63,5	63,5	63,5	63,5	0
Consommation maximum pour l'année	650	389,3	61,9	42,0	32,0	15,0	0	0
Élimination grâce aux projets en cours	-	160,7	0	0	0	0	0	0
Élimination nouvellement ciblée	-	100,0	326,5	20,5	10,0	17,0	15,00	0
Réduction annuelle totale	-	260,7	326,5	20,5	10,0	17,0	15,00	0
Financement du projet (US\$)	1 200 000	1 300 000	245 665	0	0	0	0	0
Coûts d'appui (US \$)	90 000	97 500	18 424	0	0	0	0	0
Financement total (US \$)	1 290 000	1 397 500	264 089	0	0	-	-	-
Rapport coût-efficacité final du projet (\$US/kg)								7,97

Demande de financement : Approbation du financement pour la tranche 2004 comme indiqué ci-dessus.

RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT	Approbation globale
--------------------------------------	---------------------

DESCRIPTION DU PROJET

Généralités

1. À sa 41^e réunion, le Comité exécutif a approuvé en principe le plan sectoriel d'élimination du CTC du Pakistan (plan pour le CTC) à un niveau total de financement de 2 745 665 \$US plus des coûts d'appui d'agence de 205 924 \$US pour l'ONUDI, en vue de l'élimination de 489 tonnes de PAO de CTC d'ici 2009. À la même réunion, le Comité exécutif a affecté 1 200 000 \$US à la première tranche du plan pour le CTC.

2. Au nom du gouvernement du Pakistan, l'ONUDI a présenté pour examen par le Comité exécutif à sa 44^e réunion une demande pour la deuxième tranche du plan pour le CTC au montant de 1 300 000 \$US excluant les coûts d'appui d'agence.

Rapport périodique

3. Le niveau de consommation de CTC au Pakistan, tel que déclaré par le gouvernement en vertu de l'Article 7, a diminué de plus de 47,8 tonnes de PAO entre 2002 (636,9 tonnes de PAO) et 2003 (589,1 tonnes de PAO). La consommation de référence pour le CTC afin d'assurer la conformité est 412,9 tonnes de PAO.

4. La mise en oeuvre du plan pour le CTC a commencé en janvier 2004 par des discussions entre l'Unité d'ozone et l'ONUDI. Le gouvernement du Pakistan travaille à l'élaboration de la procédures visant à limiter les importations de CTC et il a entrepris les mesures suivantes :

- a) Le Ministère de l'environnement poursuit activement avec le Ministère du Commerce l'introduction de règlements visant l'importation de tous les SAO autres que les CFC, ces derniers étant déjà réglementés. Subséquemment, le Ministère du Commerce a émis un avis public dans les quotidiens, afin d'indiquer que les importations de SAO seraient réglementée en fonction d'un système d'autorisation et de contingentement;
- b) La révision de la structure tarifaire actuelle des produits chimiques, qui a entraîné la réduction des quantités estimatives et réelles de CTC importées au pays (d'une consommation estimative de 650 tonnes de PAO à une consommation déclarée de 589 tonnes de PAO);
- c) On s'attend à ce que les règlements en matière de SAO visant l'importation soient en place d'ici décembre 2004 afin d'appliquer une série de règlements restrictifs entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

5. Pendant la mise en oeuvre de la phase I du plan sectoriel, on a procédé à l'identification et à la vérification de l'admissibilité des entreprises utilisant du CTC afin que les équipements reconvertis soient fournis uniquement aux entreprises dont admissibilité avait été confirmée. En conséquence, 17 entreprises ont été identifiées et ont reçu la visite de représentants du gouvernement du Pakistan et de l'ONUDI. Lors de ces visites, les problèmes de sécurité professionnelle et technique (besoin de services publics locaux et manipulation appropriée des solvants de remplacement) ont fait l'objet de discussion avec le personnel. Des spécifications

techniques de l'équipement ont été préparées et des appels d'offres ont été lancés (les soumissions sont en cours d'évaluation).

6. Selon le plan pour le CTC, un total de 100 tonnes de PAO de CTC devraient être éliminées en 2004. Cette réduction devrait être réalisée grâce aux activités suivantes en cours de mise en oeuvre :

- a) Un investissement direct (équipement de remplacement pour le nettoyage) et de l'assistance technique ont été fournis à 14 petites entreprises admissibles en vertu des dispositions de la Décision 41/75(b) (on a demandé à l'ONUDI de s'assurer que de l'équipement pour la conversion était fourni uniquement aux petites entreprises dont l'admissibilité avait été confirmée);
- b) Des programmes d'assistance technique et des ateliers de sensibilisation ont été fournis à plusieurs petites entreprises qui ne recevraient pas des équipements reconvertis;
- c) Mesures réglementaires mises en place par le gouvernement du Pakistan afin de promouvoir l'importation de solvants sans ODS par le truchement d'une structure tarifaire révisée où les incitatifs en faveur de la réduction des droits de douane sur les solvants sans ODS sont indiqués, et parachever la législation visant à réglementer l'importation par le truchement d'un système d'autorisation et de contingentement progressif.

Plan d'action 2005

7. Les activités suivantes en vue de l'élimination de 327,4 tonnes de PAO de CTC sont proposées :

- a) Établissement de contingents aux importateurs de SAO autorisés (qui seront décrétés au plus tard en janvier 2005) et application du système d'autorisation et de contingentement (janvier à septembre 2005);
- b) Recrutement de consultants locaux pour aider les petites et moyennes entreprises lors de l'installation et de la mise en service des équipements reconvertis, du transfert de la technologie et de la formation; et aussi aider à la vérification des entreprises admissible au financement, à un coût de 99 722 \$US;
- c) Assistance directe à 13 utilisateurs identifiés et confirmés en leur fournissant de l'équipement de dégraissage et de nettoyage de faible capacité fonctionnant en circuit fermé et de l'équipement auxiliaire, de l'assistance technique et de la formation, à un coût total de 1 083 500 \$US (350 \$US par entreprise); et
- d) Acquisition d'équipements (équipement de dégraissage et de nettoyage de faible capacité fonctionnant en circuit fermé et équipement auxiliaire) pour PEL Co., l'une des plus importantes entreprises utilisatrices de CTC au Pakistan avec une consommation totale de 46 tonnes de PAO de CTC, assistance technique et formation, à un coût total de 116 732 \$US.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

8. Le Secrétariat a pris note que la consommation de CTC en 2003 déclarée par le gouvernement du Pakistan en vertu de l'Article 7 était de 589 tonnes de PAO. Par conséquent, environ 200 tonnes de PAO de CTC devraient être éliminées afin de respecter la limite de consommation of 389,3 tonnes de PAO en 2004 indiquée dans l'entente. Le Secrétariat a aussi pris note que :

- a) Aucun projet d'investissement en matière de CTC n'a été achevé en 2003 afin de contribuer à la réduction de la consommation en 2004;
- b) Le projet d'investissement proposé pour achèvement en 2004 contribuera un total de 90 tonnes de PAO de CTC seulement aux réductions de 2005, et
- c) Le projet Himont pour les agents de transformation avec une consommation de CTC de 80 tonnes de PAO et le projet Riaz pour les solvants avec une consommation de CTC de 10 tonnes de PAO (deux entreprises incluses dans le plan pour le CTC) contribueront aux réductions seulement en 2005 (selon les données du projet dans l'entente).

9. Sur la base de ces observations, le Secrétariat a demandé d'autres explications à l'ONUDI sur les mesures en place ou en cours d'établissement afin de réaliser une réduction totale de 200 tonnes de PAO et désire savoir si le Pakistan prévoit réaliser l'objectif fixé afin de respecter cette limite.

10. L'ONUDI a indiqué que seulement 90 tonnes de PAO de CTC seraient éliminées à partir des projets d'investissement en cours comparativement aux 160,7 tonnes de PAO prévues initialement. Quelque 109,7 tonnes de PAO de CTC seraient éliminées par les activités proposées en vertu du plan pour le CTC pour 2004 (fourniture d'équipement et d'assistance technique à 14 entreprises admissibles; programmes d'assistance technique aux entreprises qui ne recevraient pas des équipements; et mesures réglementaires par le gouvernement). La réduction totale prévue en 2004 était donc de 199,7 tonnes de PAO, ce qui réduirait la consommation déclarée en 2003 de 589 tonnes de PAO à 389,3 tonnes de PAO et respecterait l'objectif visé en 2004.

11. Lorsque le Secrétariat a demandé quelles étaient les mesures prévues en rapport avec les 900 entreprises utilisatrices de CTC ayant été identifiées dans le plan pour le CTC afin de réaliser l'application du système d'autorisation et de contingentement, l'ONUDI a indiqué que l'assistance à ces entreprises sera fournie par le truchement d'ateliers d'assistance technique et de sensibilisation du public. En 2004, 570 entreprises identifiées dans le secteur ont été invitées à l'atelier d'information technique et de sensibilisation du public offert en septembre 2004. Quelque 330 autres entreprises seront invitées à d'autres ateliers.

12. Le Secrétariat a fait remarquer qu'il faudra vérifier la consommation de 2004 lorsque le prochain rapport sera présenté à la fin de 2005. La tranche finale pour 2006 ne pourra être

approuvée qu'après présentation d'un rapport de vérification satisfaisant. Par conséquent, le Secrétariat a informé l'ONUDI que la mise en oeuvre du programme annuel 2005 devrait contenir une description des mesures de vérification qui seront prises, et par qui. Subséquemment, l'ONUDI a indiqué que les exigences en matière de vérification de la consommation avaient été incluses dans la proposition et la réaffectation de fonds visant à couvrir le coût de la vérification et la confirmation de la consommation avait été indiquée dans le budget annuel 2005.

13. La mise en oeuvre du plan annuel 2005 respecte la formule requise. Tel qu'indiqué dans l'entente entre le gouvernement du Pakistan et le Comité exécutif, le Pakistan "peut utiliser le financement accordé à d'autres fins pouvant démontrer que l'élimination se fera ainsi de manière plus ordonnée tout en respectant le présent accord, que cet emploi des fonds ait été envisagé ou non lors de la détermination du montant du financement accordé en vertu du présent accord. Toute modification à l'utilisation du financement doit toutefois être documentée à l'avance dans le programme annuel de mise en oeuvre du pays ». À cet égard, l'ONUDI a documenté dans sa présentation du plan de travail de 2005 les activités d'investissement et les activités ne portant pas sur des investissements proposées pour mise en oeuvre en 2005. Du financement total demandé pour 2005, environ 1,2 million \$US seront utilisés pour l'installation de procédés de nettoyage de remplacement dans 14 entreprises admissibles. Le financement de 100 000 \$US qui reste serait utilisé pour fournir de l'assistance technique et des activités de sensibilisation aux 900 petites entreprises en Indonésie qui ne recevraient pas des équipements reconvertis.

14. L'ONUDI a aussi indiqué que l'élimination du CTC serait effectuée par le truchement de la réglementation des importations. À cet égard, le gouvernement du Pakistan a déjà organisé des cours de formation spécialisée pour les agents de douane conjointement avec l'ONUDI dans le cadre du projet de plan de gestion de frigorigènes actuellement mis en oeuvre (la formation fournie comprenait toutes les SAO, et ainsi, l'application du système d'autorisation et de contingentement sera assurée par le truchement de l'identification, d'un contrôle rigoureux et de la tenue de registres des produits chimiques importés conformément aux codes établis).

RECOMMANDATION

15. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale de la deuxième tranche du plan sectoriel d'élimination de CTC au niveau de financement indiqué au tableau ci-dessous :

	Titre du projet	Financement du projet (\$US)	Coûts d'appui (\$US)	Agence d'exécution
a)	Plan sectoriel d'élimination de CTC (deuxième tranche)	1 300 000	97 500	ONUDI
